



RÉGION  
AQUITAINE

REPONSE DE LA REGION AQUITAINE A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'AUTORITE DE  
REGULATION DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET DES POSTES INTITULEE :  
**«MISE EN ŒUVRE DE L'OBLIGATION DE COMPLETUDE DES DEPLOIEMENTS DES RESEAUX EN  
FIBRE OPTIQUE JUSQU'A L'ABONNE EN DEHORS DES ZONES TRES DENSES»**

**18 SEPTEMBRE 2015**

Concernée directement par la maîtrise d'ouvrage de réseaux d'initiative publique en fibre optique jusqu'à l'abonné en tant que membre des Syndicats Mixtes Numériques, la Région Aquitaine souhaite répondre à la consultation afin d'exposer son point de vue et identifier l'impact de toute évolution de règlement ou de pratiques qui pourraient être imposées sur son modèle d'aménagement numérique du territoire.

### **Préambule.**

La Région Aquitaine salue l'effort réalisé par l'ARCEP pour proposer des pistes concrètes de solutions à la problématique ici posée et que la consultation de 2012 sur le même sujet n'avait pu hélas qu'identifier et confirmer.

Au-delà de la nature des décisions finales qui pourront être prises à l'issue de la présente consultation nous notons que celle-ci adresse l'ensemble des territoires en dehors de la zone très dense, dont les zones d'investissement privé conventionnées ou non.

Nous notons sans le critiquer dans son principe, que le concept de « logement raccordable sur demande », né simultanément à la parution des conventions de suivi des zones d'investissement privé, sera le fondement des décisions que pourrait proposer l'autorité à l'issue de cette consultation.

Dans la continuité, l'autorité reprend l'idée d'imposer un délai maximal entre la demande d'un opérateur commercial et le raccordement effectif d'un client final.

Par ailleurs les décisions proposées ici par l'autorité, tendent à limiter le nombre de logements à statut « raccordable sur demande » alors que les conventions en zone d'investissement privé semblent appliquer ce statut à toutes les prises au fur et à mesure de leur déploiement.

Enfin le délai maximal sus mentionné présente potentiellement un écart de deux mois entre le projet de décision de l'autorité et les conventions.

Les éléments qui précèdent mettent en évidence des similitudes mais aussi des différences fortes entre les paramètres , critères et pratiques relatives à la problématique de complétude des zones rentables et ceux des zones non rentables. Nous pouvons comprendre que ces paramètres et critères puissent s'appliquer différemment entre ces deux zones ; cependant les objectifs de complétude doivent rester moins ambitieux dans les zones moins rentables réputées pour être plus contraignantes techniquement et financièrement .

Par ailleurs, de la même façon que les conventions de suivi et de déploiement en zone privée sont « autorisées » à prendre en compte des notions de « difficultés exceptionnelles de raccordement de certains locaux présentant des caractéristiques particulières entraînant des surcoûts moyens très importants », la Région Aquitaine souhaite que ces sites exceptionnels soient exemptés des obligations de complétude.

**Question n°1. Les contributeurs partagent-ils la lecture de l'Autorité sur le fait que le PBO est en pratique le dernier point d'arrêt du réseau avant la construction du raccordement final et que son positionnement doit donc coïncider avec la notion de proximité immédiate des logements et locaux à usage professionnel ?**

La lecture de l'Autorité est conforme aux standards de déploiements de réseaux d'envergure, qui selon la Région Aquitaine vue l'ampleur du chantier, doivent avant tout répondre à des exigences d'efficacité industrielle.

Un nouveau point de coupure en amont du PBO contribuerait à donner l'illusion d'une couverture FttH qui n'est en fait que très partielle.

**Question n°2. L'Autorité invite les contributeurs à s'exprimer sur l'analyse des 3 scénarios considérés ainsi que sur les deux paramètres retenus en conclusion, à savoir que deux câbles au plus peuvent cheminer sur un même tracé sur une distance supérieure à cent mètres.**

La Région ne remet pas en cause les principes et conclusion proposés. Néanmoins elle souhaite attirer l'attention de l'Autorité sur deux points : la saturation des appuis aériens par le cuivre et les avantages du raccordement multifibres.

On peut penser que ces limitations imposées aux câbles fibre ont en partie pour origine la surcharge des appuis aériens par des nappes de câbles de cuivre (distribution et branchement voire transport) auxquels ne se sont pas historiquement appliquées de telles contraintes.

En conséquence il conviendrait de s'interroger sur les dispositions qu'il serait envisageable de prendre pour assurer un partage équitable des infrastructures aériennes.

Il serait en effet regrettable que l'ingénierie des réseaux FttH neufs dont la pérennité attendue est de plusieurs dizaines d'années, soit trop impactée par une utilisation de plus en plus dégradée au fil du temps des appuis aériens propres au réseau cuivre.

Par ailleurs les deux paramètres proposés par l'Autorité nous invitent à solliciter de trancher le débat en cours sur la capacité des câbles de branchement .

Les branchements multifibre sont de nature à satisfaire des besoins distincts dans un même logement mais non nécessairement identifiés lors du raccordement initial, ou à prendre en compte des évolutions de topologie des logements (division par exemple) en extrémité de réseau, sans avoir à poser d'autre câble de branchement.

Nous pensons donc que l'utilisation de câbles de branchement multifibre contribue efficacement aux objectifs poursuivis par l'Autorité.

Ce sujet impacte fortement entre autres, l'organisation interne des points de branchements optiques, sujet non encore traité par le comité expert fibre et qui freine à ce jour la recommandation de l'utilisation des branchements multifibres..

**Question n°3. Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur l'analyse de l'Autorité concernant la problématique des raccordements sur devis et les préconisations envisagées.**

La Région Aquitaine rejoint l'Autorité sur le fait de limiter le plus possible le recours aux raccordements sur devis. Si la limitation de la longueur du branchement peut contribuer à réduire les coûts elle entraîne à l'opposé la multiplication des points de branchement optique, dont la présente consultation cherche à réduire le nombre.

Nous comprenons par ailleurs que les opérateurs d'immeuble soient invités à limiter l'impact économique des écarts de configurations sur leurs clients opérateurs commerciaux.

La Région Aquitaine pense qu'une péréquation tarifaire sur chacun des segments du réseau même si elle doit être visée, ne peut pas être totalement atteinte, notamment sur le branchement.

Mais elle suggère que l'effort destiné à réduire l'impact des configurations extrêmes soit réparti sur les deux acteurs que sont l'investisseur (notion de surcoût « noyé dans la masse ») et l'opérateur de détail (c'est lui qui touche les recettes du service fourni) . Ceci pourrait être traité par des conditions contractuelles particulières dédiées à ces cas extrêmes, justifiées par des éléments factuels recevables par les deux parties (longueur, parcours spécifiques), dont les différentes autorités concernés, valideraient le principe.

Un pourcentage maximum de raccordement sur devis ne pourrait-il pas être envisagé ?

Il est à noter que la mécanique des droits de suite pratiquée actuellement est difficilement applicable à ces cas particuliers de raccordements sur devis car elle ne fait que répercuter dans le temps (même si la valeur est réduite progressivement) des tickets d'entrée qui peuvent être insupportables.

**Question n°4. Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur le caractère pertinent et efficace de l'identification éventuelle d'un nombre limité de logements comme étant raccordables sur demande, en anticipation d'une faible appétence à court et moyen terme pour les services à très haut débit. Le cas échéant, quels aménagements et/ou compléments serait-il pertinent de prendre en compte afin de garantir l'effectivité de l'obligation de complétude ?**

La Région Aquitaine adhère au principe de limitation du nombre de logement raccordable sur demande mais n'adhère pas au critère de faible appétence pour justifier de ce report du raccordement. En effet, il est extrêmement délicat d'évaluer la notion de faible appétence à court et moyen terme pour des services très haut débit. Projetons nous un peu en arrière dans le temps, au début des réseaux haut débit ADSL, où certains acteurs se permettaient d'évaluer l'appétence aux services haut débit quitte à l'influencer à la baisse afin de réguler les investissements associés ; on sait ce qu'il en est advenu.

Les collectivités sont confrontées à un projet d'aménagement du territoire majeur et global ; il ne nous semble donc pas opportun d'analyser la situation des sites isolés vis à vis de leur appétence aux services futurs.

Aussi nous pensons que le surcoût relatif du raccordement des sites isolés doit être le critère principal voire unique pour justifier le statut raccordable sur demande pour un site.

**Question n°5. Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur les conséquences économiques à l'échelle d'un projet d'un nombre trop important de logements « raccordables sur demande » et sur l'opportunité de limiter la déclaration de logements « raccordables sur demande » par la définition d'un seuil maximal à l'échelle d'une zone, d'un PRDM ou bien d'un PM, et , le cas échéant, sur la valeur souhaitable de ce seuil.**

La limitation du nombre de logements raccordables sur demande peut en effet être analysée au regard des conséquences économiques quasi opposées pour l'investisseur et les FAI.

Cette opposition difficile à concilier, renforce la position de la Région Aquitaine selon laquelle face à un tel projet d'aménagement, l'application d'un modèle de déploiement industriel massif visant notamment à éviter de revenir sur des chantiers en attente, l'emporte sur des considérations de conséquences économiques limitées dans le temps et en volume.

La définition d'un seuil maximal à l'échelle de la zone arrière d'un PM est recevable à condition qu'il soit assorti de pénalités en cas de non respect.

**Question n°6. Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur le délai proposé pour encadrer le déploiement et la mise en service des PBO dont la pose aurait été différée à une demande effective d'accès au réseau.**

La Région Aquitaine n'a pas d'avis définitif sur la valeur de 4 mois ; elle confirme par contre que la valeur de 6 mois (contenue dans les documents des zones conventionnées) semble excessive. Il conviendrait, dans une seconde phase, de se prononcer sur le maintien de ce délai de 4 mois dans un objectif d'évaluer la possibilité de le réduire de manière générale ou dans certains cas.

**Question n°7. Les contributeurs sont invités à faire part de leurs remarques sur les modalités de mise à disposition des informations relatives aux PBO déployés sur demande évoqués par l'Autorité.**

Le groupe de travail Interop nous semble le plus à même de définir les modalités techniques de mise à disposition des PBO déployés sur demande. Nous suggérons néanmoins de veiller à limiter le volume des informations et la charge de travail concernant ce thème vu le volume et la diversité des données déjà à gérer dans la relation entre opérateur d'immeuble et opérateur commercial.

**Question n°8. Les contributeurs sont invités à s'exprimer notamment sur les éléments pertinents qui pourraient être utilisés en vue d'évaluer l'appétence à court terme des clients potentiels pour les services à très haut débit sur fibre optique des clients finals.**

Pour revenir sur la réponse à la question numéro 4 qui aborde le sujet de l'appétence pour les services très haut débit, nous affirmons qu'une politique d'aménagement du territoire par les infrastructures, ne doit pas s'appuyer sur une évaluation forcément délicate de l'appétence aux services très haut débit, elle doit au contraire encourager l'émergence de cette appétence.

C'est la raison pour laquelle il ne nous semble pas opportun d'essayer de définir des éléments pertinents permettant d'évaluer l'appétence de sites isolés ; une dérive de cette réflexion consisterait à l'étendre à des sites non nécessairement isolés.

Cette notion d'appétence semble peu compatible avec la notion de zone fibrée et il pourrait s'avérer économiquement plus avantageux de raccorder les dernières lignes même sans appétence afin de pouvoir éteindre le réseau cuivre.

Il semble proposé que pour ce travail de « classification » en site raccordable à la demande ou non, les collectivités soient associées dans le cadre de la consultation préalable.

Nous adhérons à cette proposition dès lors que le critère d'appétence n'entre pas en ligne de compte.

Par ailleurs il convient d'évoquer le cas particulier des zones comportant des résidences secondaires .

Le fait que ces résidences ne soient pas occupées toute l'année ne signifie pas nécessairement que leur appétence soit faible et qu'elles hériteraient en conséquence du statut raccordable sur demande .

De plus une appréciation contraire mettrait en évidence dans le cas d'une concentration importante de résidences secondaires par rapport à la taille de la zone arrière de leur PM de rattachement, une contradiction avec les objectifs de limiter le nombre de sites raccordables sur demande évoqués à la question 5. La solution qui pourrait être suggérée pour éviter cette problématique, consistant à définir des zones arrière de PM plus petites ne serait par ailleurs pas acceptable.